Annexe avis de sécurité : Formulaire de consentement

Exécution des articles 22quinquies à 22septies compris de la loi du 11 décembre 1998
relative à la classification et aux habilitations, attestations et avis de sécurité

AVERTISSEMENT

À remplir en **double exemplaire :** un exemplaire destiné à la personne concernée à titre d'accusé de réception, et un exemplaire que l'officier de sécurité compétent transmet à l'autorité compétente pour délivrer l'avis de sécurité.

La présente demande de vérification de sécurité est adressée à : **Autorité Nationale de Sécurité (ANS)**
Rue des Petits Carmes, 15
1000 BRUXELLES

La personne reprise à la rubrique 1 **est avertie** par l'officier de sécurité que, pour le motif exposé à la rubrique 3, **elle doit être soumise à une vérification de sécurité.**

1. IDENTIFICATION DE LA PERSONNE CONCERNEE

Une erreur ou omission dans les données ci-dessous peut entrainer la suspension de la procédure de vérification

Uniquement des caractères latins

Nom : .....

Prénom(s) : .....

Fonction ou profession : .....

Nationalité : .....

Numéro national belge :.....

N° d'identité ou passeport : ..... valable du / / au / / Pays de délivrance : .....

Lieu de naissance* : .....

Date de naissance* : .....

Adresse complète de résidence* : .....

Entreprise : .....

Numéro d'entreprise : .....

(*) *Doit être complété par les personnes qui n'ont pas de numéro national belge*

2. AUTEUR DE LA DEMANDE DE VERIFICATION

Autorité administrative qui sollicite l'avis de sécurité : ***SPF Affaires Etrangères de Belgique***
Secteur pour lequel l'avis de sécurité est demandé[1] : ***Institutions et organes européens***

3. JUSTIFICATION DE LA DEMANDE DE VERIFICATION

Avis de sécurité préalable à l'autorisation d'exercer une profession, une fonction, une mission, un mandat ou d'accéder à des locaux, bâtiments ou sites, à la délivrance d'un permis, à une nomination ou à une désignation – Date de la demande d'avis, nature, base légale ou réglementaire et durée de validité de l'acte administratif à préciser ci-dessous.

Date de la demande : .....

Nature (raison pour laquelle cette demande est introduite) : *La mise en œuvre de vérifications de sécurité pour les employés des contractants externes devant accéder aux Institutions européennes, agences et organismes.*

Base légale : *Les articles 22quinquies à 22septies compris de la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations, attestations et avis de sécurité*

Mise en œuvre de la base légale*: Memorandum of Understanding between the Belgian Federal Public Service Foreign Affairs and European Parliament, European Council, Council of the European Union, European Commission, European External Action Service, European Economic and Social Committee, Committee of the Regions and the European Defence Agency on Security Verifications signed on 21 May 2019*

Durée demandée (maximum 5 ans) : ***5 ans***

[1] Parlement Européen, Conseil Européen / Conseil de l'Union Européenne, Commission Européenne, Service Européen pour l'Action Extérieure, Comité économique et social européen, Comité européen des régions, Agence européenne de défense

4. REFUS/CONSENTEMENT DE LA VERIFICATION DE SECURITE

4.a Refus de la vérification de sécurité

La personne qui ne souhaite pas faire l'objet d'une vérification de sécurité peut le faire savoir à tout moment en cochant la case ci-dessous conformément à l'article 30*bis* de l'arrêté royal du 24 mars 2000 et en le renvoyant par pli recommandé à l'auteur de la demande de vérification (*SPF Affaires Etrangères de Belgique*).
Si l'avis de sécurité est requis pour un accès, une autorisation, un permis, une nomination ou une désignation, le refus explicite de la vérification **entraîne la privation de cet accès, cette autorisation, ce permis, cette nomination ou désignation.**

☐ Je ne souhaite pas/plus faire l'objet d'une vérification de sécurité

4.b. Consentement de la vérification de sécurité

☐ Je prends connaissance de la vérification de sécurité à laquelle je serai soumis.e et l'accepte

5. Déclaration sur la protection des données à caractère personnel

☐ Je prends connaissance des déclarations sur la protection des données des autorités belges et des Institutions et organes européens

Lu et approuvé Date : ……

Nom, prénom : …… Signature : ……

Coordonnées de l'Officier de Sécurité de l'autorité administrative compétente :
(**Champs à remplir uniquement par le SPF Affaires Etrangères belge**)

Nom:…… Grade ou fonction:……..

Pris connaissance le (jj/mm/aaaa): …… Signature: ……

NOTICE EXPLICATIVE A LA PRESENTE ANNEXE

1. BASE LEGALE

La loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations, attestations et avis de sécurité, les articles 22*quinquies*, à 22*septies compris* ;
L'arrêté royal du 24 mars 2000 portant exécution de la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations attestations et avis de sécurité, l'articles 30*bis* et 30*sexies*.

2. LA VERIFICATION DE SECURITE

a. Objectif

Dans les cas où la protection de l'information classifiée n'est pas en jeu mais bien l'ordre public et la sécurité de l'Etat, l'autorité administrative compétente peut juger nécessaire de subordonner l'accès à une profession, une fonction, directement ou indirectement, ou l'octroi d'une licence à des mesures spéciales, l'« avis de sécurité ».

b. Sources de renseignements

Les données et informations qui peuvent être consultées dans le cadre d'une vérification de sécurité sont décrites dans l'article 22*sexies*, §1, de la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations, attestations et avis de sécurité.

c. Délais

L'avis de sécurité est délivré ou refusé dans un délai fixé à l'article 30*sexies* de l'AR du 24 mars 2000 portant exécution de la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations, attestations et avis de sécurité qui s'élève à maximum un mois.

3. L'ORGANE DE RECOURS EN MATIERE DE VERIFICATIONS DE SECURITE

Lorsque suite de la demande de vérification de sécurité l'avis de sécurité est négatif, lorsque la décision n'est pas intervenue ou n'a pas été notifiée dans le délai prévu, la personne pour laquelle l'avis de sécurité a été demandé peut, conformément à l'article 4, §3, de la loi du 11 décembre 1998 portant création d'un organe de recours en matière d'habilitations, d'attestations et d'avis de sécurité, dans les huit jours suivant respectivement la notification de la décision ou de l'avis ou l'expiration du délai, introduire un recours en deux exemplaires par lettre recommandée auprès de l'organe de recours au siège du Comité permanent de contrôle des services de renseignements et de sécurité, Rue de Louvain 48/5, 1000 Bruxelles, T (0)2 286 29 11, www.comiteri.be.

Déclaration sur la protection des données à caractère personnel fournies dans le cadre de vérifications de sécurité pour les employés des contractants externes devant accéder aux institutions et organes européens

1. Introduction

Le Service Public Fédéral des Affaires Étrangères (ci-après « SPF Affaires Étrangères ») s'engage à protéger vos données à caractère personnel et à respecter votre vie privée. Le SPF Affaires Étrangères procède à la collecte et au traitement ultérieur des données à caractère personnel conformément au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) et conformément à la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

La présente déclaration explique la raison du traitement de vos données à caractère personnel, la façon dont nous collectons, traitons et assurons la protection de toutes les données à caractère personnel fournies, la manière dont les informations sont utilisées ainsi que les droits que vous pouvez exercer à l'égard de vos données. Cette déclaration comprend également les coordonnées du Responsable du traitement compétent auprès duquel vous pouvez exercer vos droits, ainsi que du Délégué à la protection des données.

2. Pourquoi et comment traitons-nous vos données à caractère personnel ?

En mai 2019, les autorités belges et les institutions et organes européens ont conclu un protocole d'accord pour la mise en œuvre de la vérification de sécurité des employés des contractants externes ayant besoin d'un accès aux institutions et organismes de l'UE en Belgique.

L'Autorité administrative belge en charge est le SPF Affaires étrangères ou son délégué. Il agit en tant qu'intermédiaire entre les institutions et organes européens et l'Autorité Nationale de Sécurité (ci-après ANS).

La vérification de sécurité est à la demande des institutions et des organes européens et elle est effectuée par l'ANS. Celle-ci est compétente pour émettre un avis de sécurité positif ou négatif pour chaque employé de prestataires externes. Cet avis vise à garantir la sécurité du personnel et des biens des institutions et organes européens, la confidentialité de leurs informations ainsi que, la protection de leur réputation en tant qu'organisations internationales. Les vérifications de sécurité permettent aux institutions de décider en connaissance de cause si elles octroient l'accès à leurs locaux au personnel de prestataires externes.

Les données à caractère personnel des employés des contractants travaillant pour les institutions et organes européens seront traitées dans le cadre d'une vérification de sécurité.

Ces données ne seront pas utilisées pour la prise de décision automatisée, y compris le profilage.

3. Sur quelle base juridique traitons-nous vos données à caractère personnel ?

Nous traitons vos données à caractère personnel conformément à l'article 6, paragraphe 1, point c) et e) du règlement (UE) 2016/679, c'est-à-dire, que le traitement est nécessaire au respect d'une obligation légale à laquelle le responsable du traitement est soumis et à l'exécution d'une mission d'intérêt public ou relevant de l'exercice de l'autorité publique dont est investi le responsable du traitement.

Spécifiquement pour le traitement des données à caractère personnel par l'ANS dans le cadre des habilitations, attestations et avis de sécurité visés par la loi du 11 décembre 1998, les données sont traitées conformément à l'article 108, 3° de la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel. Cet article dispose que le traitement de données à caractère personnel ne peut être effectué dans ce contexte que s'il est nécessaire au respect d'une obligation à laquelle le responsable du traitement est soumis en vertu d'une loi.

Base juridique :

- Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données).
- Loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel.
- Loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations, attestations et avis de sécurité.
- Arrêté royal du 24 mars 2000 portant exécution de la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations, attestations et avis de sécurité.
- Arrêté royal du 8 mai 2018 déterminant la liste des données et informations qui peuvent être consultées dans le cadre de l'exécution d'une vérification de sécurité.
- Arrêté royal du 8 mai 2018 fixant les secteurs d'activités et les autorités administratives compétentes visées à l'article 22quinquies, § 7, de la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations, attestations et avis de sécurité.

4. Quelles sont les données à caractère personnel que nous recueillons et traitons ?

Aux fins de réaliser cette opération de traitement, le SPF des Affaires Étrangères recueille les catégories suivantes de données à caractère personnel :

- Nom
- Prénom(s)
- Fonction ou profession
- Nationalité

- Numéro national belge
- N° d'identité ou passeport
- Lieu de naissance
- Date de naissance
- Adresse complète de résidence
- Entreprise
- Numéro d'entreprise

5. Combien de temps vos données à caractère personnel sont-elles conservées ?

Le SPF des Affaires Étrangères ne conserve vos données à caractère personnel que pendant le temps nécessaire pour atteindre la finalité de leur collecte ou de leur traitement ultérieur, à savoir au maximum cinq ans à compter de la réception de l'avis de sécurité ou, en cas de plainte, pendant toute la durée de la procédure en justice.

6. Comment protégeons-nous et sauvegardons-nous vos données à caractère personnel ?

Toutes les données à caractère personnel sous format électronique (e-mails, documents, lots de données téléchargés, etc.) sont enregistrées sur les serveurs du SPF des Affaires Étrangères.

Les sous-traitants des institutions et organes européens sont liés par une clause contractuelle spécifique pour toute opération de traitement de vos données pour le compte de ces institutions et de ces organes européens, et par les obligations de confidentialité dérivées de l'application du règlement (UE) 2016/679 dans les États membres de l'UE.

En vue de protéger les données à caractère personnel, le SPF des Affaires Étrangères a mis en place plusieurs mesures techniques et organisationnelles. Les mesures techniques incluent notamment des actions appropriées concernant la sécurité en ligne, le risque de perte de données, l'altération des données ou l'accès non autorisé, en prenant en compte le risque présenté par le traitement et la nature des données à caractère personnel qui sont traitées. Les mesures organisationnelles visent notamment à restreindre l'accès aux données à caractère personnel aux seules personnes autorisées, ayant un besoin légitime de les connaître pour les finalités de cette opération de traitement.

7. Qui a accès à vos données à caractère personnel et à qui sont-elles communiquées ?

L'accès à vos données à caractère personnel est octroyé à l'équipe du SPF des Affaires Étrangères responsable de la réalisation de cette opération de traitement et au personnel autorisé selon le principe du « besoin d'en connaître ». Ces collaborateurs sont tenus de respecter des conventions de confidentialité statutaires (Article 10, §2 de l'Arrêté Royal du 2 octobre 1937 et articles 23 et 24 de loi du 11 décembre 1998).

Outre l'Autorité Nationale de Sécurité, les institutions et organes européens concernés et votre employeur auront accès aux données personnelles fournies dans le formulaire de consentement.

8. Quels sont vos droits et comment pouvez-vous les exercer ?

Vous avez des droits spécifiques en qualité de personne concernée aux articles 112-115 de la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

Ce chapitre inclut le droit de demander au responsable du traitement l'accès aux données à caractère personnel limité à l'information que vous avez vous-même fournie, la rectification ou la suppression des données à caractère personnel inexactes, la vérification auprès de l'autorité de contrôle compétente du respect des dispositions applicables de la loi du 30 juillet 2018.

9. Coordonnées de contact

- Responsable du traitement des données : SPF des Affaires Étrangères,15 rue des Petits Carmes à 1000 BRUXELLES

Si vous souhaitez exercer vos droits au titre du règlement (UE) 2016/679, ou si vous avez des commentaires, des questions ou des préoccupations à exprimer, ou si vous souhaitez soumettre une plainte relative à la collecte et à l'utilisation de vos données à caractère personnel, n'hésitez pas à contacter le Responsable du traitement de données.

- Délégué à la protection des données (DPD-DPO) :

- Du SPF des Affaires Étrangères : dpo@diplobel.fed.be

10. Où trouver de plus amples informations ?

Contactez le délégué à la protection des données (DPD-DPO) du SPF des Affaires Étrangères. Celui-ci publie un registre de toutes les opérations de traitement de données à caractère personnel effectuées par le SPF des Affaires Étrangères, qui ont été documentées et qui lui ont été notifiées.

Bijlage veiligheidsadvies : Verklaring van toestemming

in uitvoering van de artikelen 22quinquies tot en met 22septies van de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen

KENNISGEVING

In te vullen in **twee exemplaren :** één exemplaar is bestemd voor de betrokken persoon, als ontvangstbewijs, en één exemplaar wordt door de bevoegde veiligheidsofficier doorgestuurd naar de overheid die bevoegd is voor het verstrekken van het veiligheidsadvies.

Dit verzoek tot veiligheidsverificatie wordt gericht aan de **Nationale Veiligheidsoverheid (NVO)**
Karmelietenstraat 15
1000 BRUSSEL

De in rubriek 1 vermelde persoon wordt er door de veiligheidsofficier van **in kennis gesteld** dat hij om de in rubriek 3 genoemde reden **aan een veiligheidsverificatie moet worden onderworpen**.

1. PERSOONSGEGEVENS VAN DE BETROKKEN PERSOON

Een fout of weglating in de onderstaande gegevens kan leiden tot de opschorting van de verificatieprocedure.

Enkel Latijnse lettertekens gebruiken

Naam : .....

Voorna(a)m(en) : .....

Functie of beroep : .....

Nationaliteit : .....

Belgisch rijksregisternummer:.....

Nr.identiteitskaart of paspoort : ..... geldig van / / tot / / Land van afgifte : .....

Geboorteplaats* : .....

Geboortedatum* : .....

Volledig verblijfsadres* : .....

Onderneming : .....

Ondernemingsnummer : .....

(*) *Verplicht in te vullen door personen die geen Belgisch rijksregisternummer hebben*

2. STELLER VAN HET VERZOEK OM EEN VERIFICATIE

Administratieve overheid die om het veiligheidsadvies verzoekt : ***FOD Buitenlandse Zaken van België***
Sector waarvoor het veiligheidsadvies wordt aangevraagd[1] : ***Europese instellingen en organen***

3. VERANTWOORDING VOOR HET VERZOEK OM VERIFICATIE

Veiligheidsadvies voorafgaand aan de machtiging om een beroep, een functie, een opdracht of een mandaat uit te oefenen of toegang te hebben tot lokalen, gebouwen of terreinen, aan de afgifte van een vergunning, aan een benoeming of een aanstelling - Datum en aard van het verzoek om een advies, wettelijke of regelgevende basis en geldigheidsduur van de administratieve beslissing hieronder vermelden.

Datum van het verzoek : .....

Aard (reden waarom dit verzoek wordt ingediend) : *Uitvoering van veiligheidsverificaties voor de werknemers van externe dienstverleners die toegang moeten krijgen tot de Europese instellingen, agentschappen en organisaties.*

Wettelijke basis : *De artikelen 22quinquies tot en met 22septies van de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen*

Implementatie van de wettelijke basis : Memorandum of Understanding between the Belgian Federal Public Service Foreign Affairs and European Parliament, European Council, Council of the European Union, European Commission, European External Action Service, European Economic and Social Committee, Committee of the Regions and the European Defence Agency on Security Verifications signed on 21 May 2019

Gevraagde geldigheidsduur (maximum 5 jaar) : ***5 jaar***

[1] Europees Parlement, Europese Raad / Raad van de Europese Unie, Europese Commissie, Europese dienst voor extern optreden, Europees economisch en sociaal comité, Europees comité van de regio's, Europees defensieagentschap

4. WEIGERING VAN/TOESTEMMING TOT DE VEILIGHEIDSVERIFICATIE

4.a Weigering van de veiligheidsverificatie

De persoon die niet wil onderworpen worden aan een veiligheidsverificatie kan dit te allen tijde laten weten door onderstaand vakje aan te vinken zoals bepaald in artikel 30bis van het koninklijk besluit van 24 maart 2000 en door het document bij aangetekende brief terug te sturen naar de steller van het verzoek om een verificatie *(FOD Buitenlandse Zaken van België)*.
Indien het veiligheidsattest of het veiligheidsadvies vereist is voor een toegang, een toelating, een vergunning, een benoeming of een aanstelling, betekent de expliciete weigering om aan een verificatie te worden onderworpen dat **die toegang, toelating, vergunning, benoeming of aanstelling niet kunnen worden toegekend.**

☐ Ik wens niet/niet meer onderworpen te worden aan een veiligheidsverificatie

4.b. Toestemming tot de veiligheidsverificatie

☐ Ik neem kennis van de veiligheidsverificatie waaraan ik zal worden onderworpen en ik aanvaard deze

5. Verklaring betreffende de bescherming van persoonsgegevens

☐ Ik neem kennis van de verklaringen betreffende gegevensbescherming van de Belgische autoriteiten en van de Europese instellingen en organen

Gelezen en goedgekeurd Datum : .....

Naam, voornaam : ..... Handtekening : .....

Gegevens van de Veiligheidsofficier van de bevoegde administratie :
(**velden uitsluitend in te vullen door de FOD Buitenlandse Zaken van België)**

Naam:..... Rang of functie:.....

Kennisneming op (dd/mm/jjjj): ..... Handtekening: .....

TOELICHTING BIJ DEZE BIJLAGE

1. WETTELIJKE BASIS

De wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen, de artikelen 22*quinquies tot en met 22septies* ;
Het koninklijk besluit van 24 maart 2000 tot uitvoering van de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen, de artikelen 30*bis* en 30*sexies*.

2. VEILIGHEIDSVERIFICATIE

a. Doelstelling

In gevallen waarin de bescherming van geclassificeerde informatie niet in het geding is, maar wel de openbare orde en de veiligheid van de staat, kan de bevoegde administratieve autoriteit het nodig achten de toegang tot een beroep of functie, direct of indirect, of het verlenen van een vergunning te onderwerpen aan speciale maatregelen, het "veiligheidsadvies".

b. Inlichtingenbronnen

De gegevens en informatie die in het kader van een veiligheidsverificatie kunnen worden geraadpleegd staan beschreven in artikel 22*sexies*, §1, van de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen.

c. Termijnen

Het veiligheidsadvies moet worden verstrekt of geweigerd binnen een termijn van ten hoogste een maand, zoals vastgelegd in artikel 30*sexies* van het KB van 24 maart 2000 tot uitvoering van de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen.

3. BEROEPSORGAAN INZAKE VEILIGHEIDSVERIFICATIES

Wanneer ingevolge het verzoek om een veiligheidsverificatie, het veiligheidsadvies negatief is of de beslissing niet is genomen of niet ter kennis is gebracht binnen de gestelde termijn, kan de persoon voor wie het veiligheidsadvies is gevraagd, zoals vastgelegd in artikel 4 §3, van de wet van 11 december 1998 tot oprichting van een beroepsorgaan inzake veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen, binnen de acht dagen na de respectieve kennisgeving van de beslissing of van het advies of het verstrijken van de termijn, in twee exemplaren bij aangetekende brief beroep instellen bij het beroepsorgaan op de zetel van het Vast Comité van Toezicht op de inlichtingen- en veiligheidsdiensten, Leuvenseweg 48/5, 1000 Brussel, tel. 02-286 28 11, www.comiteri.be.

Verklaring inzake de bescherming van de persoonsgegevens die worden verstrekt in het kader van de veiligheidsverificaties betreffende werknemers van externe dienstverleners, die toegang dienen te hebben tot de Europese instellingen en organen

1. Inleiding

De Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken (hierna "FOD Buitenlandse Zaken") verbindt zich ertoe uw persoonsgegevens en uw persoonlijke levenssfeer te beschermen. De FOD Buitenlandse Zaken verzamelt en verwerkt de persoonsgegevens overeenkomstig verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming) en overeenkomstig de wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van de persoonsgegevens.

In deze toelichting leggen we uit waarom we uw persoonsgegevens verwerken, hoe we ze verzamelen en verwerken en hoe we zorgen voor de bescherming van de verstrekte persoonsgegevens, hoe we de informatie gebruiken en welke rechten u met betrekking tot uw persoonsgegevens kunt uitoefenen. U vindt er ook de contactgegevens van de bevoegde Verwerkingsverantwoordelijke ten aanzien van wie u uw rechten kunt uitoefenen en van de Functionaris voor gegevensbescherming.

2. Waarom en hoe worden uw persoonsgegevens verwerkt?

In mei 2019 sloten de Belgische overheid en de Europese instellingen en organen een protocolakkoord over de uitvoering van veiligheidsverificaties voor de werknemers van externe dienstverleners, die toegang dienen te hebben tot de instellingen en organen van de EU in België.

De bevoegde administratieve overheid in België is de FOD Buitenlandse Zaken of haar afgevaardigde. Hij treedt op als tussenpersoon tussen de Europese instellingen en de Nationale Veiligheidsoverheid (hierna NVO).

Op vraag van de Europese instellingen en organen voert de NVO een veiligheidsverificatie uit. Ze is bevoegd om positieve of negatieve veiligheidsadviezen af te leveren met betrekking tot werknemers van externe dienstverleners. Dit advies heeft tot doel de veiligheid van het personeel en van de goederen van de Europese instellingen en organen te waarborgen, de vertrouwelijkheid van hun informatie te vrijwaren en hun reputatie als internationale organisaties te beschermen. Aan de hand van de veiligheidsverificaties kunnen de instellingen met kennis van zaken beslissen of ze het personeel van externe dienstverleners toegang tot hun gebouwen verlenen.

De persoonsgegevens van de medewerkers van de dienstverleners, die voor de Europese Instellingen en organen werken, worden in het kader van een veiligheidsverificatie verwerkt.

Deze gegevens worden niet gebruikt voor een geautomatiseerde besluitvorming, waaronder profilering.

3. Op welke rechtsgrond worden uw persoonsgegevens verwerkt ?

We verwerken uw persoonsgegevens overeenkomstig artikel 6, paragraaf 1, punt c) en e) van verordening (EU) 2016/679, die bepaalt dat de verwerking noodzakelijk is om te voldoen aan een wettelijke verplichting waaraan de verwerkingsverantwoordelijke is onderworpen en voor de vervulling van een taak van algemeen belang of van een taak in het kader van de uitoefening van het openbaar gezag dat aan de verwerkingsverantwoordelijke is verleend.

Wat meer in het bijzonder de verwerking van persoonsgegevens door de NVO in het kader van de in de wet van 11 december 1998 bedoelde veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen betreft, worden de gegevens verwerkt overeenkomstig artikel 108, 3° van de wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van de persoonsgegevens. Dit artikel bepaalt dat persoonsgegevens in deze context slechts mogen worden verwerkt wanneer de verwerking noodzakelijk is om een verplichting na te komen waaraan de verwerkingsverantwoordelijke is onderworpen krachtens een wet.

Rechtsgrond :

- Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming).
- Wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van de persoonsgegevens.
- Wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen.
- Koninklijk besluit van 24 maart 2000 tot uitvoering van de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen.
- Koninklijk besluit van 8 mei 2018 tot bepaling van de lijst van de gegevens en informatie die geraadpleegd kunnen worden in het kader van de uitvoering van een veiligheidsverificatie.
- Koninklijk besluit van 8 mei 2018 tot vaststelling van de activiteitensectoren en de bevoegde administratieve overheden bedoeld in artikel 22quinquies, § 7, van de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen.

4. Welke persoonsgegevens worden verzameld en verwerkt ?

Om de verwerking te kunnen uitvoeren, verzamelt de FOD Buitenlandse Zaken de volgende categorieën van persoonsgegevens:

- Naam
- Voornaam (voornamen)
- Functie of beroep
- Nationaliteit
- Belgisch rijksregisternummer
- Identiteitskaart- of paspoortnummer
- Geboorteplaats
- Geboortedatum
- Volledig verblijfsadres
- Onderneming
- Ondernemingsnummer

5. Hoelang worden uw persoonsgegevens bewaard?

De FOD Buitenlandse Zaken bewaart uw persoonsgegevens enkel voor de periode die nodig is om het doel waarvoor ze werden verzameld, of het doel van hun verdere verwerking te bereiken, met name maximaal vijf jaar te rekenen vanaf de ontvangst van het veiligheidsadvies of, in geval van een klacht, gedurende de hele gerechtelijke procedure.

6. Hoe worden uw persoonsgegevens beschermd en opgeslagen?

Alle in elektronische vorm verstrekte persoonsgegevens (e-mails, documenten, gedownloade datasets, enz.) worden op de servers van de FOD Buitenlandse Zaken opgeslagen.

De onderaannemers van Europese Instellingen en organen zijn voor elke verwerking van uw persoonsgegevens voor rekening van deze Europese Instellingen en organen gebonden door een specifieke clausule en door de geheimhoudingsverplichtingen die voortvloeien uit de toepassing van verordening (EU) 2016/679 in de lidstaten van de EU.

Met het oog op de bescherming van de persoonsgegevens heeft de FOD Buitenlandse Zaken een reeks technische en organisatorische maatregelen getroffen. Technische maatregelen zijn bijvoorbeeld passende maatregelen inzake online veiligheid, het risico op verlies of wijziging van of de ongeoorloofde toegang tot de gegevens, rekening houdend met het risico dat de verwerking en de aard van de persoonsgegevens die worden verwerkt, met zich meebrengen. De organisatorische maatregelen zijn bedoeld om de toegang tot persoonsgegevens te beperken tot die personen die hiertoe bevoegd zijn en die een gerechtvaardigde behoefte hebben om er kennis van te nemen met het oog op de doelen van de verwerkingsactiviteit.

7. Wie heeft toegang tot uw persoonsgegevens en aan wie worden ze meegedeeld?

Het team van de FOD Buitenlandse Zaken dat verantwoordelijk is voor de uitvoering van de verwerking en het gemachtigd personeel op een “need-to-know”-basis hebben toegang tot uw persoonsgegevens. Deze medewerkers moeten de verplichtingen inzake statutaire geheimhoudingsplicht in acht nemen (artikel 10, §2 van het Koninklijk besluit van 2 oktober 1937 en de artikelen 23 en 24 van de wet van 11 december 1998).

Bovendien hebben de Nationale Veiligheidsoverheid, de betrokken Europese instellingen en organen en uw werkgever toegang tot de persoonsgegevens die in het toestemmingsformulier worden verstrekt.

8. Welke rechten hebt u en hoe kunt u deze uitoefenen?

Als betrokken persoon hebt u specifieke rechten die vermeld zijn in de artikelen 112-115 van hoofdstuk VI van de wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens.

Dit hoofdstuk omvat het recht om de verwerkingsverantwoordelijke te vragen om inzage te krijgen in de persoonsgegevens die u zelf heeft verstrekt, om onjuiste persoonsgegevens te laten verbeteren of verwijderen en om de naleving van de toepasselijke bepalingen van de wet van 30 juli bij de bevoegde toezichthoudende autoriteit te verifiëren.

9. Contactgegevens

- Verwerkingsverantwoordelijke: FOD Buitenlandse Zaken, Karmelietenstraat 15, 1000 BRUSSEL

Als u uw rechten overeenkomstig verordening (EU) 2016/679 wilt uitoefenen of als u opmerkingen of vragen heeft of uw bezorgdheid wilt uiten of een klacht wilt indienen over het verzamelen en het gebruik van uw persoonsgegevens, neem dan contact op met de verwerkingsverantwoordelijke.

- Functionaris voor gegevensbescherming (DPD-DPO) :

- van de FOD Buitenlandse Zaken : dpo@diplobel.fed.be

10. Waar vindt u meer informatie ?

Hiervoor kunt u contact opnemen met de functionaris voor gegevensbescherming (DPD-DPO) van de FOD Buitenlandse Zaken. Hij publiceert een register van alle door de FOD Buitenlandse Zaken gedocumenteerde en aangemelde verwerkingsactiviteiten met betrekking tot persoonsgegevens.